



# Demain l'agriculture

## Dossier de presse

### Sommaire

- **Composition du groupe de réflexion sur l'avenir de l'agriculture européenne**
  
- **Demain l'agriculture**
  - **La première question est celle du sens de notre politique agricole : pourquoi une agriculture en Europe ? L'investissement vaut-il la peine ?**
  
  - **La seconde question est celle de l'adaptation de la politique agricole aux exigences de notre temps**
  
  - **La troisième question est celle des moyens de la politique agricole**

# Composition du groupe de réflexion sur l'avenir de l'agriculture européenne

---

- **Yannick ALLENO**, Chef des cuisines de l'hôtel Le Meurice
- **Jérôme BEDIER**, Président de la Commission Europe du MEDEF, Président de la Fédération des entreprises de distribution et de commerce
- **Christian de BOISSIEU**, Président délégué du Conseil d'analyse économique, Président du Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables
- **René CARRON**, Président du Crédit agricole S.A.
- **Eric FRECHON**, Chef des cuisines de l'hôtel Le Bristol
- **Marion GUILLOU**, Présidente-directrice générale de l'INRA
- **Luc GUYAU**, Président du Conseil de la FAO
- **Jean-Pierre JOUYET**, ancien Ministre, Président de l'Autorité des marchés financiers
- **Christine KELLY**, Membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel
- **Eric LE BOUCHER**, Directeur de la rédaction Enjeux-Les Echos
- **Bertrand MAGNIEN**, Agriculteur dans l'Aisne
- **Erik ORSENNA**, Ecrivain, membre de l'Académie française
- **Michel PRUGUE**, Président de la coopérative Maïsadour, Président de l'Institut national de l'origine et de la qualité
- **Franck RIBOUD**, Président-directeur général de Danone
- **Pascale THOMASSON**, Agricultrice en Haute-Savoie
- **Nicolas VANIER**, Voyageur, écrivain, auteur-réalisateur de films

# Demain l'agriculture

---

L'agriculture traverse depuis quelques années une crise majeure. C'est une crise économique bien sûr, mais c'est aussi une interrogation profonde sur l'avenir. Comment réussissons-nous demain à nourrir la planète ? Est-ce possible de conserver une agriculture en France et en Europe ? Le voulons-nous ? Si oui, laquelle ? Et comment ?

Notre responsabilité est de voir plus loin que la crise. La France est la première puissance agricole d'Europe, cela lui donne des responsabilités. A elle de faire des propositions pour la réforme de la Politique agricole commune (PAC) qui entrera en vigueur le 1er janvier 2014. La Commission européenne présentera ses premières vues dès l'automne 2010. Parallèlement, la négociation commerciale du cycle de Doha se poursuit. Il y a donc urgence. L'immobilisme est exclu, tout comme un retour en arrière à vingt-sept politiques agricoles différentes. Il n'y a pas d'autre voie que celle d'une refondation collective de la PAC. Les moyens pour y parvenir demandent de l'audace, de l'imagination et un réexamen des certitudes établies. C'est l'ambition du groupe de réflexion sur l'avenir de l'agriculture européenne.

➔ **La première question est celle du sens de notre politique agricole : pourquoi une agriculture en Europe ? L'investissement vaut-il la peine ?**

La population mondiale atteindra 9 milliards d'hommes en 2050. Plus encore que la régulation des marchés financiers ou la lutte contre le changement climatique, **le premier défi auquel nous allons être confrontés est donc celui de la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale.** Un milliard de personnes souffrent déjà de la faim. Ce chiffre a augmenté de 20 % entre 2008 et 2009 : avec l'envolée des prix agricoles sur les marchés mondiaux, puis la crise financière et économique, la malnutrition s'est accentuée en Afrique et même aux Etats-Unis. La stabilité et l'abondance auxquelles nous sommes habitués en Europe ne sont pas définitivement acquises. L'Union européenne est le premier importateur mondial de produits agricoles et notre déficit s'accroît d'année en année.

- *Comment permettre aux 500 millions de citoyens européens de se nourrir correctement ? Comment aider les 33 millions d'Européens qui aujourd'hui ne mangent pas à leur faim ?*
- *A quelles conditions préserve-t-on le potentiel des terres agricoles en Europe ?*
- *Comment réussira-t-on à augmenter de 70% la production agricole d'ici 2050: par une extension des terres cultivées ? Par une nouvelle hausse des rendements ? Par un effort considérable de recherche et d'innovation ? Par une lutte contre les gaspillages ?*
- *Et si l'on y parvient, quel sera l'impact de cet effort de production sur l'environnement et le changement climatique ? Quelle place réserver aux OGM et aux biocarburants ? Quid des biotechnologies et des nanotechnologies ?*

➤ *Quel est le rôle de l'Europe dans les équilibres alimentaires mondiaux ? Le monde peut-il se passer de l'Europe pour répondre à l'augmentation de la demande alimentaire ? Ou au contraire la PAC est-elle un obstacle au développement des pays les plus pauvres ?*

**Le défi alimentaire est quantitatif, mais il est aussi qualitatif.** Bien manger ne sera peut-être pas toujours aussi évident en Europe. Nous ne sommes pas sûrs d'avoir demain dans notre assiette une alimentation sûre, équilibrée et diversifiée.

- *Serons-nous capables de maintenir le même niveau de sécurité sanitaire ?*
- *Quel est l'avenir du modèle alimentaire français ? Existe-t-il un modèle alimentaire européen ? Pourra-t-on continuer à consommer ce que nous aimons ? Que penser des controverses sur certains produits comme la viande ou le lait ? Comment préserver notre modèle alimentaire si nous sommes dépendants de productions extra-européennes dont les modalités font débat (utilisation d'hormones ou d'OGM par exemple) ?*
- *Comment les filières agro-alimentaires peuvent-elles mieux identifier les évolutions de la demande des consommateurs ? Comment les agriculteurs peuvent-ils y contribuer ?*
- *La PAC doit-elle favoriser l'accès à l'alimentation des Européens les plus pauvres ? Une politique à l'égard des jeunes ou des aînés, dont les pratiques et les besoins alimentaires sont spécifiques, doit-elle être conduite ?*

**La PAC a été fondée pour assurer l'indépendance alimentaire de l'Europe. Cet objectif est-il encore d'actualité ? L'agriculture est-elle au cœur du projet politique européen pour le XXI<sup>ème</sup> siècle ?** Chaque produit alimentaire, chaque kilo de pommes, de viande ou de blé, parcourt aujourd'hui 2 000 à 3 000 km avant d'arriver dans l'assiette du consommateur.

- *Faut-il assurer l'autonomie alimentaire des différentes régions du monde ? Le libre jeu du commerce international suffit-il ?*
- *Dans un monde secoué par des crises sanitaires et des ruptures d'approvisionnement de plus en plus fréquentes, sommes-nous prêts à confier notre sécurité alimentaire à d'autres ?*
- *Si nous importons toutes nos denrées alimentaires, que ferons-nous le jour où nos fournisseurs connaîtront une crise sanitaire ou – comme pour le pétrole ou le gaz – décideront d'augmenter leurs prix ?*
- *Le ravitaillement de nos industries agro-alimentaires est-il assuré ? Ont-elles un avenir sans agriculture en Europe ?*
- *Comment rapprocher l'agriculture des consommateurs ? Le développement des circuits courts et les cultures vivrières dans les pays du Sud est-il possible ? A quelles conditions ?*

**➔ La seconde question est celle de l'adaptation de la politique agricole aux exigences de notre temps.**

**L'agriculture est fragilisée par la volatilité des cours des produits agricoles.** Les prix du sucre, du thé ou du cacao se sont récemment envolés. Après avoir connu des niveaux très hauts, les cours

du lait ou du blé se sont effondrés. Le lait a dépassé 400 € la tonne en 2007 avant de descendre sous 230 € la tonne en 2009. Le blé est passé de 250 € la tonne en moyenne en 2007 à 120 € la tonne en 2009. Les fluctuations sont rapides et de grande ampleur. Elles sont imprévisibles. Une année, les revenus augmentent, les exploitants investissent et s'endettent. L'année suivante, les cours s'effondrent, les revenus chutent et les exploitants ne peuvent plus faire face à leurs problèmes de trésorerie.

- *Cette volatilité est-elle un fait acquis, une nouvelle donnée de l'économie mondiale à laquelle l'agriculture européenne doit s'adapter ? Remet-elle en cause les investissements indispensables à la préservation et au développement de notre potentiel de production agricole ?*
- *Peut-on limiter cette volatilité ? Ou doit-on seulement s'attaquer à ses effets négatifs ?*
- *Peut-on, comme dans la finance, imaginer de nouveaux instruments pour stabiliser et réguler les marchés ? Pour limiter la spéculation ?*
- *Est-ce à l'Union européenne de les mettre en place ? A la FAO ? Au G20 dont la présidence sera assurée par la France en 2011 ? Dans le cadre d'une nouvelle gouvernance mondiale ?*
- *Une initiative européenne pour développer les marchés à terme en les encadrant est-elle réaliste ?*

**Par ailleurs, l'agriculture doit intégrer les dimensions économiques, écologiques, territoriales et sociales du développement durable.** Il y a 60 ans, on a donné comme objectif aux agriculteurs de nourrir les Européens. Depuis une vingtaine d'années, les attentes de la société se sont multipliées. Les agriculteurs doivent répondre à des demandes économiques, sociales et environnementales difficilement conciliables. Les agriculteurs ont besoin de savoir ce que la société attend d'eux pour les 20 ans qui viennent.

- *Où se situe l'équilibre entre la compétitivité et les attentes sociétales ?*
- *Souhaite-t-on faire de la PAC un instrument de puissance économique pour l'Europe ? Cela passe-t-il nécessairement par une concentration des moyens de production dans quelques grandes structures ? Y-a-t-il un modèle unique d'exploitations compétitives ? Idem pour les entreprises agro-alimentaires.*
- *Notre priorité est-elle de préserver l'environnement ? Quel rôle l'agriculture peut-elle jouer dans la lutte contre le changement climatique, la préservation de la qualité des eaux ou de la biodiversité ? L'agriculture produit-elle des biens publics ou des externalités positives ? Les agriculteurs sont-ils rémunérés pour ces services ? Comment les modes de productions doivent-ils évoluer ? Faut-il évaluer l'empreinte environnementale de nos produits ?*
- *Voulons-nous préserver un potentiel agricole dans tous les territoires, y compris les plus fragiles ? L'agriculture doit-elle faire le choix entre l'emploi, la diversité des paysages et la rentabilité ? Faut-il maintenir une diversité de systèmes de production ? Quelles tailles pour les exploitations ? Quelles sont leurs capacités de résistance aux crises ? Peut-on lutter contre les délocalisations en agriculture ?*
- *Comment encourager davantage l'agriculture biologique ? Pourra-t-elle offrir une alimentation en quantité suffisante ? Comment lui assure-t-on un prix abordable ?*

**Enfin, l'organisation des marchés agricoles a changé.** On ne reviendra pas sur l'ouverture au monde de nos économies. Mais les Européens aimeraient pouvoir choisir ce qu'ils mettent dans leur assiette. Et les agriculteurs vivre de leur production.

► *L'agriculture doit-elle être soumise aux seules lois du marché ? Les produits agricoles sont-ils des produits comme les autres ? Les prix reflètent-ils l'équilibre entre l'offre et la demande ? Les spécificités des marchés agricoles justifient-elles encore, comme le prévoient les traités européens, des aménagements à la concurrence ?*

► *Comment répondre à la concurrence par les prix ? Quelle stratégie de production privilégier (les marchés mondiaux ? les marchés de niches ? les marchés de qualité et d'innovation ?) ? Comment les filières peuvent-elles se positionner pour créer plus de valeur ajoutée ? Comment les agriculteurs peuvent-ils en bénéficier ? Comment intégrer les hautes technologies dans la production agricole ?*

► *La définition de normes de production ou de commercialisation permet-elle d'échapper à la concurrence par les prix ? Ou au contraire les normes imposées aux producteurs sapent-elles leur compétitivité ? Faut-il exiger que les produits importés en Europe respectent les mêmes normes que celles que nous imposons à nos agriculteurs ? Faut-il renforcer les contrôles aux frontières et réinstaurer une forme de préférence communautaire reflétant nos choix collectifs en faveur de l'environnement, de la sécurité, de la qualité et de l'équilibre des territoires ?*

► *Ou bien sommes-nous disposés à compenser les normes que nous imposons à nos agriculteurs par des subventions ?*

► *Peut-on envisager d'étendre les normes sanitaires et environnementales européennes à l'échelle mondiale ? Quid de la qualité des produits ? Quid des indications géographiques ? Ce débat peut-il avoir lieu à l'OMC ? L'Union européenne peut-elle être à l'initiative ?*

## ➔ **La troisième question est celle des moyens de la politique agricole.**

**L'Union européenne a constamment réformé et amélioré ses outils :** pour ne pas nuire aux agriculteurs du Sud, elle a supprimé l'essentiel de ses restitutions aux exportations. Pour faire face à la surproduction, elle a découplé de la production les aides aux agriculteurs. La PAC ainsi réformée représente moins de 40 % du budget européen, alors même qu'elle s'est substituée aux politiques nationales, qui sont devenues résiduelles. En France, elle représente 10 milliards d'Euros par an. Elle combine des outils de régulation (filets de sécurité, stockage privé, interventions sur les marchés) et des soutiens directs aux agriculteurs, sans lien avec la production, qui participent à une stabilisation du revenu agricole. Pour autant, au moment où les concurrents de l'Europe accroissent les moyens de leur politique agricole, la légitimité des aides publiques et des instruments de régulation fait débat.

► *L'ouverture internationale des marchés remet-elle en cause les instruments de régulation ? L'intervention sur les marchés doit-elle être accrue ? De nouveaux instruments sont-ils possibles (stocks régulateurs ? mécanismes d'assurance ? outils contra-cycliques ?) ? Certaines filières peuvent-elles se passer d'une régulation des volumes ou des prix ?*

➤ *Faut-il accorder des aides directes aux agriculteurs ? Quelle en est la légitimité ? Faut-il lier ces aides à la production de produits agricoles ou bien à la production de biens publics (l'environnement, la santé publique, le bien être-animal, l'aménagement du territoire, le paysage) ? Faut-il déterminer une aide unique par hectare ? Selon quels critères ? La répartition des aides directes entre Etats membres est-elle équitable ? Quid de leur répartition à l'échelle nationale ? Leur niveau est-il suffisant pour assurer un revenu décent aux producteurs ? Doit-il s'adapter à la conjoncture ? Faut-il plafonner les aides directes par exploitation ?*

➤ *Comment les aides directes et les instruments de régulation peuvent-ils orienter les conditions de production, notamment en faveur de l'environnement et des territoires ?*

➤ *La vie des territoires et la protection de l'environnement peuvent-ils échapper à tout lien avec l'activité agricole et ne bénéficier que de politiques régionales et environnementales ?*

➤ *L'Europe peut-elle aider les filières à tirer parti des opportunités des biotechnologies et de l'innovation ?*

➤ *Le budget de la PAC est-il adapté ? Faut-il renationaliser la PAC ?*

**Au-delà des instruments budgétaires, l'agriculture européenne, c'est aussi un marché intérieur**, dont les disparités se sont accrues au fur et à mesure des élargissements de l'Union européenne. La nouvelle PAC doit organiser un marché unique dynamique, tout en conciliant la diversité de l'agriculture européenne.

➤ *Comment permettre aux agriculteurs de peser davantage sur la formation des prix ? Comment assurer une répartition plus équitable de la valeur ajoutée dans la chaîne alimentaire ?*

➤ *Une harmonisation des normes environnementales, sanitaires et sociales entre les Etats membres est-elle encore possible ?*